

L'Orient-Le Jour

Mercredi 18 avril 2018

Philippe HAGE BOUTROS

Selon la Banque mondiale, les risques pour le Liban restent élevés

Après une année 2017 marquée par des performances mitigées, l'économie libanaise reste sous pression en 2018, juge la Banque mondiale dans son dernier rapport sur le pays du Cèdre, publié hier en même temps que ses conclusions sur les perspectives de croissance dans la zone MENA. L'organisation internationale anticipe une croissance libanaise de 2 % en 2018, un niveau similaire à celui attendu en 2017 et légèrement inférieur au 2,2 % annoncé au début de l'année – pour un PIB estimé 51,8 milliards de dollars en 2017, et un PIB par habitant de 8 524 dollars. La croissance libanaise en 2018 est en outre au-dessous du pronostic du rapport sur la zone MENA, qui mise sur une croissance de 3,1 % en 2018, contre 2 % en 2017.

« Perspectives moroses »

« Les perspectives économiques à moyen terme restent moroses et le pays reste soumis à d'importants risques au niveau macrofinancier », a indiqué la Banque mondiale. « La hausse des dépenses attendue suite à l'organisation des élections législatives en mai (les premières depuis 2009) va être contrebalancée par le resserrement du crédit suite au durcissement des exigences de provisions imposées par la Banque du Liban », ajoute-t-elle, précisant que les ratios de créances douteuses avaient augmenté après le reclassement de certains prêts suite à cette décision (circulaires n°145 et 488 adoptées en mars).

La BM souligne de plus que l'absence de revenus fiscaux exceptionnels enregistrés en 2017 – suite notamment à la taxation des bénéfices exceptionnels réalisés par plusieurs banques suite aux opérations d'ingénierie financières lancées par la BDL en 2016 – ainsi que la hausse sur les intérêts de la dette publique devraient peser sur le déficit public. Ce dernier devrait atteindre 8,3 % du PIB en 2018 d'après les estimations de l'organisation internationale contre 6,6 % en 2017 et 9,6 % en 2016. Le rapport précise que la taxation des revenus exceptionnels des banques a augmenté les recettes fiscales de 3 points de pourcentage, pour atteindre 17 % du PIB sur cet exercice. Elle met également en avant le fait que la croissance de la dette publique, qui a atteint près de 80 milliards de dollars à fin 2017, soit « 153,4 % du PIB », n'est plus « soutenable. » Parmi les autres facteurs déterminants, la Banque mondiale cite également « les exportations nettes de biens et de services qui continuent d'être un frein », alors que les importations vont « continuer d'augmenter ». Le déficit commercial du Liban a atteint 20,3 milliards de dollars en 2017, soit une hausse annuelle de près de 30 %, notamment portée par une hausse de 99 % du volume de carburants importé. La croissance du déficit commercial combinée à la difficulté du pays à « attirer des capitaux étrangers » devait avoir un impact sur la position du pays sur le marché des changes, analysent encore les auteurs du rapport.

Réformes « urgentes »

La Banque mondiale revient d'ailleurs largement sur le « choc » provoqué par la crise de

novembre suite à la démission – avortée un mois plus tard – du Premier ministre Saad Hariri, sur fonds de tensions entre Riyad et Téhéran, un épisode à l'issue duquel les taux d'intérêt sur les dépôts en livres et en dollars ont respectivement augmenté de 850 et 370 points de bases pour atteindre 6,41 et 3,89 % respectivement. L'organisation constate en outre que cette crise gouvernementale et diplomatique explique en partie le ralentissement de la croissance des dépôts bancaires (3,8 % en 2017, contre +7,2 % en 2016). Dans ce contexte, et en dehors des risques liés aux tensions politico-sécuritaires, la Banque mondiale considère que le Liban reste exposé à plusieurs « risques et défis financiers », notamment en raison de son endettement et de l'arrimage de la livre libanaise au dollar.

Si elle prend bien acte des premières mesures adoptées par le gouvernement pour rétablir le fonctionnement normal des finances publiques en adoptant deux budgets successifs (celui de 2017 adopté en octobre dernier et celui de 2018 voté fin mars après douze ans sans loi de finances), la Banque mondiale livre cependant des conclusions proches de celles formulées par le Fonds monétaire international en février. Le FMI, qui participe actuellement à ses réunions annuelles de printemps avec le groupe Banque mondiale à Washington, avait alors exhorté l'État à réformer les finances publiques en urgence et appelé la BDL à recourir à une politique monétaire plus « classique ». Des avertissements qui sont également émis par les auteurs du rapport.

« La nécessité de lancer des réformes (aussi bien dans les finances publiques, le secteur de l'énergie, l'environnement des affaires ou encore le fonctionnement de l'Administration centrale de la statistique) est plus que jamais urgente, au moment où l'activisme de la BDL, qui agit en solo, est confronté à un risque au niveau macrofinancier », conclut le rapport. « En s'alignant sur l'analyse du FMI, la Banque mondiale adresse un signal fort au gouvernement libanais pour lui faire prendre conscience qu'il n'y a pas d'issue possible sans réformes sérieuses », confie à L'Orient-Le Jour une source bancaire sous couvert d'anonymat. La Banque mondiale considère enfin que la Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (CEDRE), organisée à Paris le 6 avril, représente une « opportunité unique pour le Liban » de répondre à la plupart des défis auxquels le pays doit faire face. Ceci à condition que les autorités adoptent les réformes exigées par ses soutiens, qui ont mobilisé 11 milliards de dollars en prêts et dons pour financer un programme d'infrastructures (connu sous l'acronyme CIP) préparé par le gouvernement libanais. Dans un communiqué publié il y a une semaine, la Banque mondiale a par ailleurs évalué les différents projets présentés dans le CIP et notamment préconisé la mise en place d'un « cadre macrobudgétaire durable » ainsi que d'une stratégie de désendettement « préalable au déblocage des aides ».